Le Code criminel

• (1610)

Pour ceux qui considèrent les courses comme une occasion de parier, la concurrence est plus forte à cause de l'augmentation du nombre de casinos et de bingos partout au pays. Dans la plupart des provinces, les gens dépensent de plus en plus d'argent à ces deux jeux-là. C'est donc de la concurrence directe pour ceux qui préfèrent le pari mutuel. Les gens qui fréquentent le casino ou jouent au bingo sont probablement un peu différents, en ce sens que les amateurs du pari mutuel aiment voir les chevaux et assister aux courses. Ils aiment être sur place ou près d'un écran géant de télévision. Ce n'est pas tout à fait la même chose que regarder des cartes tomber. Il y a des gens qui tiennent absolument à voir courir les chevaux, c'est l'attrait principal de la chose pour eux.

C'est une loi d'application facultative: chaque province ou chaque régie provinciale chargée des courses peut l'imposer ou ne pas le faire. Nous espérons qu'il en sera tenu compte dans la loi, en ce sens que les autorités de chaque province sauront qu'elle existe. Pour élaborer leurs politiques, elles pourront désigner un groupe, probablement composé de la régie des courses et de représentants d'Agriculture Canada, de propriétaires de pistes de course et d'associations équestres provinciales qui utilisent les pistes. Ce serait plus simple si les membres du groupe étaient chargés d'établir la politique provinciale dès le début, mais je ne suis pas sûr que cela devrait être précisé dans la loi. Certains groupes voudront peut-être recommander cette ligne de conduite une fois que le comité aura été saisi du projet de loi.

On a exprimé quelques craintes à ce sujet, mais la plupart de ceux qui s'intéressent aux courses voient ce projet de loi d'un très bon œil. Dans certaines régions du pays, on a fait des pressions énormes sur les autorités à cause de la récession économique. Certains d'entre eux ont subi des pressions de Revenu Canada à la suite des modifications apportées à la définition que la loi donne de l'agriculteur. C'est une chose importante pour la santé générale du secteur des courses, car les petits éleveurs de chevaux de course sont très nécessaires pour garder le secteur en vie. Il faut qu'ils puissent accroître et améliorer leur troupeau. Ils ont également un rôle important à jouer. Le problème n'est pas de conserver les grands éleveurs. Il nous faut également conserver le reste du système. Il faut le conserver en relativement bonne santé, car les chevaux de catégorie passable à bonne n'ont pas d'autre débouché.

Sans les petits exploitants et les petits hippodromes, le secteur ne pourrait pas survivre. C'est affaire de génétique générale et ainsi de suite que seuls quelques-uns des meilleurs chevaux réussissent à se vendre à des prix astronomiques et à se classer dans les livres de records. C'est pourquoi nous appuyons la mesure à l'étude. Nous l'appuierons quand la Chambre lui aura donné force de loi. Nous espérons qu'elle va renforcer le secteur en permettant de prolonger la saison grâce à l'utilisation du téléphone et de la télévision et qu'elle réussira à permettre d'augmenter les revenus au niveau de l'exploitation d'élevage où les propriétaires en ont besoin.

L'hon Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir intervenir dans le débat d'aujourd'hui. Je me réjouis en outre de voir que tous les partis se sont entendus pour renvoyer le projet de loi aussitôt que possible au Comité de l'agriculture de la Chambre des communes.

Je tiens à dire tout d'abord que le secteur canadien de l'élevage et des courses de chevaux est peut-être l'un des mieux réglementés de n'importe quel pays du monde. Il s'est acquis une réputation d'excellence, non seulement à cause des chevaux mais aussi à cause des cavaliers que nous avons au Canada. On a toujours considéré la course de chevaux comme le sport des rois. C'est aussi celui du pauvre. Je me rappelle très bien l'année où je suis entré à l'école secondaire. Je montais à cheval à cette époque-là, un cheval qui n'était pas dompté avant l'âge de sept ans. Nous avons beaucoup de moments palpitants en route.

Je m'intéresse aussi beaucoup à ce projet de loi parce que, au au cours des deux dernières semaines, j'en ai discuté avec mes voisins, dont certains connaissent bien cette industrie, des gens comme Bernie Geerts, les Warner, le docteur Chris Deuzeman, Cecil Maddock et en dernier, mais non par ordre d'importance, la famille Campbell. Je fais allusion ici à Ray Campbell et à son fils Rob, mais surtout à Duncan Campbell d'Ailsa Craig, qui a été élevé au temple de la renommée du hippisme du Canada le 21 janvier 1983. Duncan Campbell est âgé de 89 ans et possède encore un cheval de course.

Cette famille remarquable, dirigée par Duncan qui est aidé de ses fils Ray et Jack, entraîne encore des chevaux de course et les fait courir. Un des petits-fils, Jim, est un excellent entraîneur et deux autres petits-fils, Rob et John, sont des conducteurs. John Campbell d'Ailsa Craig est l'un des meilleurs conducteurs en Amérique du Nord jusqu'à maintenant cette année. Il s'est classé au premier rang en Amérique du Nord trois fois au cours des quatre